

lundi 15 mars 2010

Réflexions par temps de grippe permanente

Charles Reeves

Révoltes de crise

Fin 2008, telle la fonte d'un glacier, l'effondrement du système bancaire en Islande, a laissé à nu un territoire aride ravagé par la spéculation financière. La population locale qui avait joyeusement souscrit aux promesses du bonheur néolibéral — « faire de l'argent avec l'argent » — s'est réveillée dépouillée par un froid quasi polaire. À la suite de cela, de violentes manifestations firent chuter le gouvernement, mettant une fin provisoire à cette saga nordique moderne, symbole caricatural du parcours suivi par d'autres économies en Europe. Comme partout ailleurs, en Islande, le feu des émeutes est venu éclairer les fissures de l'économie dite « réelle » dont les maux étaient soudainement à chercher ailleurs que dans les excès de quelques gangsters de la banque.

Depuis, et en dépit des prophéties rassurantes des prêtres de l'économie et de la relance de l'activité spéculative, la situation sociale n'a cessé de s'aggraver. Mois après mois, partout en Europe, des centaines de milliers de travailleurs sont envoyés vers un chômage dont les perspectives de durée ne font que s'allonger. Les secteurs piliers de l'économie capitaliste, des biens de production à l'automobile, sont soumis à une drastique cure d'amaigrissement, rachats et concentrations, quand ils ne sont pas tout simplement effacés du paysage industriel, preuve de la profondeur de la crise. Dans les vieux centres du capitalisme européen, l'intervention des États, les aides sociales pourtant révisées à la baisse, amortissent la chute et adoucissent les conséquences de la crise. Ailleurs, dans les sociétés plus pauvres de la périphérie, la croissance rapide de l'endettement public pèse sur les capacités de financement des États et oblige les gouvernements à engager de violents programmes d'austérité.

Dans un premier temps, l'éruption de la crise a été suivie, en Europe, par une poussée significative des luttes sociales, y compris dans des pays jusqu'alors perçus comme des havres de consensus. Aux émeutes de Reykjavik sont venues s'ajouter les grèves d'une Irlande choquée par le décès inopiné du « Tigre celtique », les manifestations violentes des sidérurgistes et métallurgistes de Galice, en Espagne, le long mouvement des profs du secondaire au Portugal contre la précarisation de leur statut, les émeutes des pays Baltes contre la réduction des retraites, des prestations sociales et des salaires des fonctionnaires [1]. Tout cela, bien sûr, couronné par l'importante révolte de la jeunesse en Grèce, pendant l'hiver 2008-2009. Il serait précipité de fabriquer, à partir d'une simple addition, un mouvement unifié de luttes et de protestations. Mais, on ne saurait nier qu'il existe une

convergence objective entre tous ces événements. Toutes ces luttes et mouvements soulèvent des problèmes nouveaux ou, plutôt, posent de façon nouvelle les problèmes créés au cours des années de l'euphorie néo-libérale. On a pu dire que c'est « dans les époques troublées que l'inintelligible s'affirme le plus fortement » [2]. Si l'on pense que la question sociale était devenue l'inintelligible de la politique contemporaine de « la fin de l'histoire », alors la crise, le « trouble » de l'« économie réelle », est aussi l'affirmation du retour de la question sociale.

Les événements de l'hiver 2008-2009, en Grèce, ont exprimé, de façon extrême, des problèmes communs aux diverses sociétés européennes. De par son ampleur et par l'écho qu'elle a trouvé dans la société, de par son occupation de l'espace urbain, cette révolte a éveillé partout les craintes des classes dirigeantes. Tout d'abord, parce que le feu de l'insurrection s'y est nourri de la précarité de la jeunesse étudiante, condition qui est aujourd'hui générale à toutes les sociétés européennes. Cette prolétarianisation efface en effet progressivement l'écart naguère existant entre le monde étudiant et celui du travail. En Grèce, elle crée un lien entre les étudiants, les laissés-pour-compte, les jeunes immigrés et certains travailleurs. L'insurrection grecque a aussi éveillé des craintes parce qu'elle s'est dressée contre l'arbitraire et l'arrogance répressive du pouvoir politique, contre le climat de corruption et les aspects mafieux de la classe politique, exprimant un rejet de cette couche partout palpable en Europe. Alors que le secteur financier était associé à la rapacité capitaliste et à la corruption du politique, voilà qui est venu ajouter de l'huile sur le feu.

Enfin, la révolte grecque a fort bien illustré la tendance actuelle des luttes en Europe, dans lesquelles une minorité active, radicalisée par ses propres actions, s'avère incapable d'élargir le combat et finit systématiquement par capituler devant son propre isolement. En Grèce, comme en France ou ailleurs, les efforts pour dépasser le rôle pacificateur des institutions syndicales et politiques, les rares tentatives de liaison directe avec les travailleurs, ont tourné court [3]. Ces institutions gardent, tant bien que mal, un contrôle sur les restes du vieux mouvement ouvrier organisé, permettant ainsi au pouvoir politique de jouer sur l'épuisement des révoltes. Au grand soulagement des dirigeants politiques européens, la révolte grecque n'a pas dépassé le cadre de la jeunesse étudiante et marginale, s'est enlisée dans le temps et a été ensevelie dans la normalité aliénée de la vie sociale. Sa contagion à d'autres sociétés n'aura pas eu lieu.

Curieusement, c'est avec le développement de la crise que ces événements prennent toute leur dimension. La quasi faillite de l'État grec, l'élaboration d'un programme d'austérité sous l'œil vigilant des pouvoirs financiers supranationaux, ont fait le lien de la crise sociale et politique avec celle de l'économie. En effet, l'aptitude des classes dirigeantes à appliquer ces programmes reste largement conditionnée par le maintien de la paix sociale. On sait que la marge est étroite en Grèce. De même, partout ailleurs en Europe, la réussite de l'austérité est assujettie au rapport de force entre exploités et exploités, dans le cadre spécifique de chaque pays. L'ampleur de l'agitation sociale, l'instabilité politique, la difficulté à gouverner, font partie désormais des données de la crise.

C'est ainsi que l'équilibre fragile des sociétés du Sud et de celles de l'Est s'ajoute aux difficultés de rentabilité des centres capitalistes européens. Les pays du Sud, étaient naguère considérés comme « les bons élèves » de l'intégration européenne. Cette situation résultait du fait que leur appareil productif avait été restructuré selon les besoins du capitalisme des pays du « noyau central ». Aujourd'hui, et alors qu'ils affichent des taux de pauvreté élevés et que la survie d'une grande partie de la population y est assurée par l'« économie informelle » [4], ils sont classés comme « mauvais élèves », « produits à risque ». Les « PIGS » (Portugal, Irlande, Grèce et Espagne), constituent désormais une charge pour les économies centrales. Cela soulève pour la première fois la perspective dévastatrice d'une « dislocation de la zone euro », avec d'énormes conséquences sociales et politiques. À l'Est et, surtout, dans les pays Baltes, le désastre est encore plus étendu. Le passage du capitalisme d'État à l'économie privée y a créé les conditions idéales pour la spéculation et le pillage, et l'émergence d'un capitalisme de casino. La faillite du système financier qui a provoqué le quasi-anéantissement de la « nouvelle économie », s'est ajoutée à la désintégration des systèmes de protection sociale, laissant la société exsangue [5].

Les conditions de la lutte des classes changent avec la poursuite de la crise. La dégradation soutenue de la situation sociale et la poursuite de l'effondrement des structures productives engendre une terreur paralysante. Aux mouvements de révolte, a succédé une période d'accalmie résignée, dont nous ne sommes pas sortis. La logique de l'endettement public pousse partout à la poursuite du démantèlement des structures de protection sociale. Pourtant, il est frappant de constater que les gouvernements tentent, au même temps, de les préserver, voire de les élargir ponctuellement [6]. Ils savent qu'elles sont un dernier rempart contre l'explosion sociale et les bouleversements politiques. Ils reconnaissent ainsi, soixante-dix ans après Keynes, que seule l'intervention de l'État est en mesure de compenser socialement la stagnation du capitalisme et son incapacité à revenir à une politique de l'emploi par l'investissement privé, « seul moyen possible d'éviter une complète destruction des institutions économiques actuelles [7] ».

Traditions françaises

Si, dans la plupart des sociétés européennes, les effets de la crise ont été à l'origine de mouvements, grèves et émeutes, le modèle ne s'applique pas à la France qui vit, depuis deux décennies, soumise à des poussées d'agitation sociale — mouvements qui se terminent souvent par des compromis instables, voire des défaites mal définies. En particulier, l'agitation de la jeunesse étudiante demeure vivace depuis le début des années 1990 [8] ; succession de luttes qui se suivent sans se lier entre elles. La dernière en date, en 2009, contre des formes déguisées de privatisation de l'enseignement supérieur, a duré plus de six mois. À l'exception de ce qui s'est passé lors du mouvement des chômeurs, au début 1998, tous ces mouvements ont été incapables d'établir un lien direct avec le monde du travail salarié, et cela malgré les tentatives volontaristes des secteurs les plus politisés de la jeunesse, malgré la conscience partagée d'une situation commune et d'une même opposition à la logique néolibérale qui est appliquée dans les services publics comme dans les entreprises. En dépit de ces impasses, cette constance de la conflictualité dans la société française a des conséquences

évidentes. La plus importante est sans doute la reproduction d'une culture politique fondée sur une vision de classe des problèmes, une survie des repères et des valeurs des grandes luttes du passé, de la Commune de Paris à Mai 68.

Lorsque, début 2009, les premières conséquences de la crise ont commencé à se faire sentir en France par des licenciements et des fermetures d'entreprises, le sentiment de défaite était déjà présent chez les salariés. Depuis des années, les politiques libérales avaient isolé les luttes, cassé la force collective. Et pourtant, soudainement, les conflits se sont radicalisés, comme un souffle de rage à contre-courant de l'esprit de résignation. Les promesses non tenues ont joué pour beaucoup dans cette explosion de mécontentement. Chez Continental — une entreprise où les actions ont été des plus dures —, les licenciements n'ont-ils pas été annoncés peu après que les travailleurs eurent accepté un retour aux quarante heures de travail hebdomadaire pour « sauver » l'entreprise ?

Les luttes de cette nouvelle phase ont particulièrement visé la classe capitaliste. On a ainsi assisté à des actions menées contre les directions d'entreprise ou des patrons individuels, voire des interventions contre les assemblées d'actionnaires. Des patrons ont été séquestrés pendant plusieurs jours, d'autres promenés de force dans la rue pour les obliger à manifester « aux côtés » des grévistes. Ici et là, des attaques furieuses ont été lancées contre des sièges d'entreprises, des lieux d'habitation de l'encadrement, parfois aussi contre des organismes de l'État couvrant l'action patronale. Cette rancune envers le patronat s'explique évidemment par les circonstances de la période, caractérisée par l'arrogance des classes capitalistes, le déplacement ostentatoire des revenus vers les riches, l'insolence des rémunérations et primes patronales, la poursuite de la distribution de dividendes dans des entreprises qui licencient. Les politiques fiscales inégalitaires du gouvernement Sarkozy) [9] ont d'ailleurs souligné le soutien de l'État français à cette évolution, à l'encontre de tous les discours sur l'« intérêt général » de la société. Cela étant, la prépondérance prise par le capitalisme financier dans la gestion des entreprises est venue renforcer l'idée confuse d'une opposition entre secteur financier et secteur productif (« l'économie réelle »), limitant la critique radicale du système.

La lutte des agents de l'entreprise publique EDF-GDF, qui s'est déroulée au cours du printemps de 2009, a été exemplaire de cette radicalisation. Mobilisés contre la précarisation des jeunes ouvriers, le démantèlement progressif des anciens statuts et le transfert de certaines de leurs activités vers le secteur privé, les travailleurs y ont mené des actions d'un type nouveau, très populaires. On a ainsi répertorié de nombreuses coupures de courant frappant les quartiers bourgeois, les musées et les centres commerciaux chics ainsi que les radars de la police sur les routes. On a aussi vu le rétablissement du courant aux abonnés pauvres coupés du réseau et le basculement de compteurs des quartiers populaires vers les tarifs réduits (de nuit). Lors de la manifestation du 1er mai 2009, à Paris, des grévistes ont coupé le courant dans les immeubles où résident des politiciens connus. Ces mesures ont même semé le trouble chez les journalistes, incapables de distinguer entre des militants du « Black Bloc » et des commandos de jeunes ouvriers saboteurs... Enfin, l'action menée contre le Festival de Cannes, a forcé les organisateurs à faire appel à la police pour protéger les sources

d'alimentation électrique. Ce foisonnement d'actions imaginatives s'explique aussi par la présence d'une nouvelle génération d'ouvriers dans des secteurs traditionnellement sages, contrôlés par les syndicats. On avait déjà constaté ce fait lors de la grève des transports publics à Paris en 2007, quand l'attitude combative des jeunes conducteurs de bus avait surpris la direction.

Face aux risques de développements possibles de cette dynamique, la classe politique française a donné alors quelques signes d'inquiétude. Elle craignait par-dessus tout une contagion. Même phénomène lorsque les travailleurs de Continental-France se sont déplacés par milliers en Allemagne pour manifester avec leurs camarades allemands sous les regards déconcertés des cadres syndicaux d'outre-Rhin, peu habitués aux débordements. Ou encore, lorsque la place de la Bourse à Paris a été occupée par des centaines d'ouvriers d'entreprises en lutte contre les licenciements. Le gouvernement a joué la prudence et l'hypocrisie. Alors que la présence policière est omniprésente dans la vie sociale en France, que la répression est la réponse à tout problème social, que l'amalgame est couramment pratiqué entre le discours sécuritaire et les propos anti-terroristes, le gouvernement a traité ces actions directes avec retenue, quitte à reporter la répression à plus tard [10]. Comme dira un haut responsable de la police, « les effets de la crise doivent être pris en compte dans les problèmes de sécurité [...] Dans les périodes de crise, où les gens sont en difficulté sur le plan social, plus que jamais nous devons assurer leur sécurité au quotidien. Ils doivent être protégés [11]. »

Mais surtout, discrètement, le gouvernement a pu compter sur la coopération des directions syndicales, tout aussi inquiètes de perdre le contrôle de la situation et qui ont parié sur la peur et la passivité de la grande masse. Un conseiller « écouté » des hautes sphères de l'État le reconnaîtra clairement quelques mois plus tard. « Je constate qu'au printemps, leur sens de l'intérêt général [des syndicats] a été impressionnant pour canaliser le mécontentement. L'automne a été d'un calme absolu. Je dis chapeau bas aux syndicats ! Ils ont cogéré cette crise avec l'État. Le patronat, en tant qu'acteur social, a été aux abonnés absents. S'il y avait un dixième du talent de l'état-major de la CGT au Medef, les choses iraient déjà mieux... [12] »

Quand les murs font époque

Lors de la manifestation du 1er mai 2009, laissant exprimer un sentiment de trouble, le chef de la CGT aurait confié à un notable socialiste : « Nous sommes devant un mur ! »

La crise des partis et des syndicats ne trouve pas ses racines dans les vicissitudes du jeu institutionnel mais dans les obstacles que le système capitaliste oppose à leur fonctionnement. Ainsi, le rétrécissement, voire la quasi-disparition, de l'espace de réforme dans le capitalisme contemporain affaiblit le rôle intégrateur des syndicats, paralysant les bureaucrates. Dans sa course au profit, le capitalisme doit constamment lier salaires et productivité du travail. En période de baisse de la

rentabilité du capital, l'élévation de la productivité se révèle insuffisante et le maintien des salaires pèse sur les profits [13]. Les « partenaires sociaux » doivent désormais cautionner l'augmentation de l'exploitation par la baisse des salaires et l'élévation de l'intensité du travail (la productivité). Dans ce réformisme à l'envers, l'objectif pour les syndicats est de céder le moins possible.

Conscient des conséquences de cette évolution sur le maintien de la paix sociale en période de crise, le pouvoir politique cherche à compenser la perte de représentativité des syndicats par une augmentation de l'aide de l'État. C'est le sens de la récente loi du 20 août 2009, sur « la représentativité, le développement du dialogue social et le financement du syndicalisme », signée par les syndicats (dont la CGT) et le patronat et vantée par ce dernier comme une « révolution silencieuse des relations sociales ». Neutralisant encore plus la fonction du délégué syndical, la loi accentue la dépendance des syndicats vis-à-vis de l'État [14]. Or, le remède aggrave l'état du malade, comme le confirment la sympathie dont bénéficie le syndicat SUD auprès des salariés combattifs, les débats au sein de la CGT et la participation d'une partie de sa base aux actions illégales de l'été 2009.

Ce n'est donc pas parce qu'elles fonctionneraient mal ou encore parce qu'elles ne s'adapteraient pas à la radicalisation des luttes que les institutions de la gauche (partis et syndicats) sont en crise. Elles le sont, au contraire, parce qu'elles fonctionnent selon les principes du compromis et de la réforme. Ayant modifié les règles du jeu, le capitalisme impose désormais l'appauvrissement de la grande masse des salariés sans contrepartie négociable.

Si l'on refuse de voir l'épuisement du rôle réformiste des organisations de la gauche, on ne peut comprendre la radicalisation des luttes des derniers mois en France (séquestrations, actions directes et menaces de destruction des entreprises). Tout au plus, on y verra l'expression d'une rage spontanée, reflet d'une situation injuste. « Des actes dont la portée, plus que symbolique, vous dépassent [15]. » Certains, reconnaissant que ces actions directes rencontrent l'opposition des forces politiques et syndicales, s'étonnent pourtant du fait que cette radicalisation ne trouve pas une expression politique [16]. On retrouve là la méfiance envers toute action spontanée, non canalisée vers les institutions. Ces luttes devraient-elles avoir pour but d'influencer des partis et des syndicats dépassés ? « L'absence de traduction politique des aspirations populaires suscite un risque : un recours de plus en plus large à une violence sans perspectives mais perçue comme le seul exutoire d'un monde injuste et oppressant [17]. »

Cette violence est-elle vraiment sans perspective ? Ces luttes sont-elles l'expression d'un désespoir ? Et si désespoir il y a, que signifie-t-il ?

Depuis des années, les travailleurs sont, eux aussi, devant un mur. Ils découvrent que le réalisme des syndicats aboutit à brader les « conquêtes sociales », mène les luttes à la défaite, désagrège la force

collective et engendre la résignation. Ils savent que le rapport de force leur est devenu défavorable face à l'arrogance du patronat. La restructuration récente du capitalisme a bouleversé les conditions de travail et les mécanismes d'intégration. Les séparations propres à la division du travail ont été renforcées dans le sens d'une plus grande individualisation et atomisation. La méritocratie, le culte de la compétence, l'individualisation des salaires, le démantèlement du travail d'équipe, la précarisation des statuts, la flexibilité des postes de travail, le renforcement des hiérarchies, tout est allé de pair avec la destruction des formes de socialisation existantes. Celles-ci, ayant naguère joué un rôle dans l'intégration des salariés au système, avaient aussi été porteuses de valeurs de solidarité, de coopération, d'entraide et de respect mutuel, bref tout ce qui rendait presque supportable le quotidien du salariat. La perte de représentativité du syndicalisme s'intègre également dans cette évolution, avec le remplacement du dialogue syndical par des formes de coercition individualisée. Ainsi, dans le capitalisme assoiffé d'une rapide augmentation du taux d'exploitation, l'antagonisme, la méfiance, la concurrence entre salariés, sont devenus des valeurs essentielles. « Alors que le travail était souvent un lieu de socialisation, il devient fréquemment une école de méfiance [18] »

Face à la violence de la restructuration, ayant perdu confiance en ses « représentants » historiques, la majorité des travailleurs s'est repliée sur soi. La quiétude de la capitulation a néanmoins été troublée par deux comportements hors norme. Il y a eu, d'un côté, la radicalisation d'une minorité, déterminée à faire payer cher la destruction de sa vie. Moins prévisible a été le choix autodestructeur de certains, refermés sur eux-mêmes et incapables de renouer avec une sociabilité de lutte. Le capitalisme a toujours poussé des travailleurs à mettre un terme à la misère de leur vie. Ce qui est aujourd'hui criant, c'est le lien direct entre le suicide et la dégradation violente des conditions de travail, y compris chez les cadres et les techniciens. Ces secteurs aliénés par les sirènes de la modernité et de la promotion sociale s'étaient longtemps crus protégés, alors même que l'arbitraire patronal s'acharnait sur les travailleurs. A la rage collective de ceux qui se radicalisent répond le sacrifice individuel de ceux qui se suicident. Cela étant, menacer de détruire l'usine et se suicider, voilà des actes qui s'opposent, même s'ils peuvent avoir les mêmes causes, parmi lesquelles figure, manifestement, l'effritement de la confiance dans le système.

Lorsque la CGT avance le slogan productiviste : « lutter pour la reconquête industrielle », elle fait écho aux incantations de « reprise » des apparatchiks de la propagande économique. Or, le moins qu'on puisse dire, c'est que la proposition enthousiasme peu la classe ouvrière des anciennes forteresses du syndicalisme. Ainsi, le 23 octobre 2009, la direction du groupe PSA Peugeot-Citroën annonce que le plan de départs volontaires lancé en France par l'entreprise avait recueilli 5200 adhésions alors qu'il visait initialement un objectif de 3500 travailleurs [19]. Comment, en effet, « reconquérir » un système contre lequel on est incapable de se battre ? Et pourquoi faut-il reconquérir ce qui s'effondre ? L'urgence, l'opportunité, ne seraient-elles pas de remettre en question la logique inhumaine du modèle industriel ?

Dans le théâtre d'Ibsen, les personnages se voient forcés de renoncer aux valeurs sur lesquelles ils avaient construit leur vie, ils doivent inventer un autre chemin, se frayer une issue dans l'impasse de l'aliénation et du mensonge social. Les travailleurs sont aujourd'hui placés dans un scénario semblable. Ils doivent abandonner l'idée de compromis avec les capitalistes qui a guidé leur survie pendant des générations. Ils doivent s'interroger sur le rôle de l'organisation qui semblait leur être la plus proche, le syndicat, ou se soumettre alors à un effroyable enchaînement d'épreuves.

La période actuelle est caractérisée par des ruptures irréversibles qui imposent des choix vitaux et nouveaux. Nous vivons la plus forte crise du système capitaliste depuis la Deuxième Guerre mondiale. Après la disparition du capitalisme d'État, ce sont les programmes réformistes de la vieille gauche qui se sont envolés. Dans une société riche, des millions de personnes voient leurs existences dévastées, la vie sociale est menacée dans des régions entières. Le dialogue entre « partenaires sociaux » paraît dérisoire. Les prolétaires sont désormais mis au défi de concevoir une autre société en se réappropriant la vieille formule « Du passé faisons table rase ! ».

La majorité est paralysée par l'ampleur de la tâche, alors qu'une minorité combative mais en désarroi cherche à recréer un rapport de force. Il y a, dans les récentes actions illégales plus que la seule « idée de se faire entendre ». « Vous ne voulez pas nous entendre, vous allez nous craindre ! », disaient certains [20]. Lorsque l'action dépasse les limites de l'ancien « réalisme », c'est que les contours de la conscience ont bougé. Et c'est ce constat désenchanté de l'obsolescence de l'ancienne action syndicale qu'on appelle « désespoir ».

Certes, les luttes actuelles n'ouvrent pas de perspectives. Cela traduit en partie la difficulté de se débarrasser d'un passé périmé qui n'en finit pas de finir. Et pourtant ! Que des salariés aliénés à la culture syndicale du respect de l'outil de travail menacent de faire sauter les entreprises, voilà qui traduit un chambardement des consciences. Il y a, dans ces actions, une façon de se démarquer de l'intérêt « général » capitaliste (qui sous-entendait ce respect), un rappel aussi des rapports sociaux d'exploitation. Menacés d'être effacés en tant que marchandise-force de travail, les travailleurs menacent à leur tour de détruire les moyens de production, propriété du capitaliste. Ils n'occupent plus les lieux de travail, ils ne tentent pas de remettre en route la production. C'est sûrement parce qu'un doute existe sur un possible retour à la situation précédente. C'est aussi parce que la division capitaliste du travail interdit aux travailleurs d'envisager leur survie en dehors de l'économie mondialisée. Les projets « autogestionnaires », s'ils peuvent apparaître comme des solutions locales de survie [21], sont clairement en-dessous des exigences de la période.

La crise du capitalisme n'est pas le signal de son effondrement. Elle est sa forme de régulation, le mécanisme qui rétablit la rentabilité du capital au prix d'énormes souffrances humaines. C'est la condition de la reprise de l'investissement et de la relance des profits, le retour au même, mais en pire ! L'appauvrissement social arrive aujourd'hui, après une longue période de « prospérité » fondée sur les dépenses publiques et la spéculation. Or, « mieux on vit, plus les privations deviennent

intolérables, plus on s'acharne à sauvegarder son mode de vie. C'est en ce sens qu'une diminution de l'"abondance" peut suffire à faire voler en éclats le consensus social. [22] » Et c'est en mettant à nu la nature irrationnelle et déséquilibrée du capitalisme que la crise peut faire ressurgir le désir d'agir. L'élan des luttes radicales de l'été 2009 en France s'est brisé, alors que se poursuit la désintégration sociale, que les privilèges de classe, la corruption et la prépotence s'étalent. Pourtant, rien ne permet de conclure que tout est joué, que la défaite s'est imposée.

Concessions, compromis, sacrifices ou replis égoïstes sont des attitudes qui ne protègent pas. Aujourd'hui, plus que jamais, le choix de la facilité est insignifiant face au rouleau compresseur du système. Il ouvre la porte à la démoralisation sociale, à l'émergence de la barbarie autoritaire. L'autre avenir dépendra de la relance et de l'élargissement de l'action collective renouant avec les valeurs émancipatrices, de la capacité à comprendre et à assumer le sens même de cette radicalisation.

Paris, 5 janvier 2010

La dernière partie de cet article de Charles Reeve est parue dans le numéro de mars-avril 2010 de Offensive.

[1] En Lettonie, la réduction a été de l'ordre de 20 %.

[2] Siegfried Kracauer, *L'Histoire. Des avant-dernières choses*, Stock.

[3] On trouvera une discussion des limites de l'auto-organisation ainsi que du rôle joué par les syndicats pour isoler le mouvement de la jeunesse, dans « Décembre 2008, Grèce : une tentative d'identifier la force et les limites de notre force » (<http://reposito.internetdown.org/an...>). « La limite de la rébellion doit se trouver dans le fait qu'elle n'ait pas pu s'étendre aux lieux de travail. »

[4] Fin 2009, au Portugal, quatre millions de personnes vivent dans la pauvreté (sur une population de 9 millions d'habitants), dont 2 millions survivent grâce aux aides de l'État (Público, 1er janvier 2009). En Grèce et au Portugal, on estime que 25% de la population vit de l'économie informelle.

[5] Dans le cas extrême de la Lettonie, le gouvernement a été forcé de distribuer des lopins de terre aux plus pauvres afin d'éviter la famine (Le Monde, 2 janvier 2010) — retour inattendu des politiques de réforme agraire !

[6] Dans certains pays (comme l'Espagne), le montant et la durée des allocations chômage ont été augmentés. En Allemagne, le gouvernement soutient le recours aux mesures de chômage partiel. En France, le gouvernement propose systématiquement des plans de reconversion et accompagnement des licenciés.

[7] J. M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*.

[8] Le mouvement anti-CIP, mené contre les nouveaux contrats de travail précaires pour les jeunes, en 1994, a vu apparaître les premières fractures entre les étudiants dits « sages » et les jeunes « agités », qui ont été rapidement assimilés à la jeunesse des banlieues.

[9] Par une de ses premières mesures, 14 000 riches contribuables ont bénéficié de grasses restitutions d'impôts. Initiative qui marquera indélébilement l'orientation du clan au pouvoir.

[10] Ce n'est que quelques mois plus tard que des travailleurs ayant participé à ces actions ont été licenciés et poursuivis par la justice.

[11] Entretien avec Eric Le Douaron, *Le Monde*, 1er avril 2009.

[12] Alain Minc, *Le Parisien*, 27 décembre 2009.

[13] Paul Mattick, *Le Jour de l'addition, L'Insomniaque*, mai 2009.

[14] « Dérives du syndicalisme, ou syndicalisme à la dérive ?... », *À contre-courant*, août-septembre 2009.

[15] *L'Humanité*, éditorial, 31 juillet 2009.

[16] Anne-Cécile Robert, « Quand le jeu politique asphyxie le mouvement social », *Le Monde Diplomatique*, mai 2009.

[17] Anne-Cécile Robert, *ibid.*

[18] Gildas Renou, « Les laboratoires de l'antipathie. À propos des suicides à France Télécom », revue du MAUSS, septembre 2009 ; site de la revue Carré Rouge (www.carre-rouge.org), novembre 2009.

[19] Le Monde, 25/26 octobre 2009.

[20] Slogan tagué, en été de 2009, sur les murs du siège d'EDF lors d'une occupation.

[21] Ce fut le cas en Argentine après 2002. Aujourd'hui, en Espagne — où taux de chômage est particulièrement élevé — le nombre de petites entreprises en « autogestion » est en forte augmentation. (« La crisis economica resucita la "toma" de fabricas en Espana », Publico, Madrid, 25 octobre 2009).

[22] Paul Mattick, *Marx et Keynes*, Gallimard, p. 401.